A° 1896. N°. 16.



PUBLICATIE-BLAD.

BESCHIKKING

van den 21 November 1896 No. 613,

bepalende de opneming in het Publicatie-blad van het op 19 Mei 1894 te Lissabon tusschen Nederland en Portugal gesloten verdrag tot regeling van de wederzijdsche uitlevering van mis-misdadigers.

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Van den Minister van Koloniën ter afkondiging ontvangen hebbende een exemplaar van het op 19 Mei 1894 te Lissabon tusschen Nederland en Portugal gesloten verdrag tot regeling van de wederzijdsche uitlevering van misdadigers, dat blijkens artikel 16 ook voor de wederzijdsche Koloniën van kracht is;

Heeft de opneming daarvan in het Publicatie-blad bevolen.

BARGE.

De Gouvernements Secretaris,
HELLMUND.

Uitgegeven den 27n. November 1896.

De Gouvernements-Secretaris,
HELLMUND.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et en Son Nom Sa Majesté la Reine Régente du Royaume, et Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves

ayant résolu d'un commun accord de conclure une nouvelle convention pour l'extradition des malfaiteurs,

Ont nommé à cet effet pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et en Son Nom Sa Majesté la Reine Régente du Royaume:

Le baron JACOB DIRK CAREL DE HEECKEREN DE KELL, Son ministre résident près Sa Majesté Tres-Fidéle;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves:

Le sieur ERNESTO RODOLPHO HINTZE RIBEIRO, du conseil de Sa Majesté Très-Fidèle, conseiller d'état, grand'croix de l'ordre de la Tour et de l'Epée, de l'ordre militaire du Christ, de l'ordre du Lion Néerlandais, etc., etc., etc., président du conseil et ministre et secrétaire d'état aux départements des finances et des affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Le gouvernement néerlandais et le gouvernement portugais s'engagent à se livrer réciproquement d'après les règles déterminées par les articles suivants, à l'exception de leurs nationaux, les individus condamnés ou prévenus à raison d'un des faits ci-après énumérés, commis hors du territoire de l'état, auquel l'extradition est demandée:

1°. *a*) Attentat contre la vie ou la liberté du Roi, de la Reine régnante, du Régent, ou d'un autre chef d'un état ami, ou entrepris dans le dessein de les rendre incapables de régner;

b) Attentat contre la vie ou la liberté de la Reine non régnante, de l'Héritier Présomptif du Trône ou d'un Membre de la Famille Souveraine;

2°. Meurtre ou assassinat, meurtre ou assassinat commis sur un enfant;

3°. Menaces, faites par écrit et sous une condition déterminée, dans les cas prévus par la législation des deux pays;

4°. Avortement, procuré par la femme enceinte ou par d'autres;

5°. Sévices, ayant occasionneé une grave lésion corporelle ou la mort, sévices commis avec préméditation ou sévices graves;

6°. Viol; attentat à la pudeur; le fait d'avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec une fille ou une femme au-dessous de l'âge de seize ans, ou avec une femme au dessus de cet âge, lorsque le coupable sait qu'elle est

évanouie ou sans connaissance; actes d'inmoralité, lorsque le coupable sait que la personne avec laquelle il les commet, est évanouie ou sans connaissance, ou lorsque cette personne n'a pas atteint l'âge de seize ans; excitation d'une personne au-dessous de cet âge à commetre ou à subir des actes d'immoralité ou à avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec un tiers;

7°. Excitation de mineurs à la débauche et tout acte ayant pour objet de favoriser la débauche de mineurs, punissible d'après les lois des deux pays;

8°. Bigamie;

9°. Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'un enfant;

10°. Enlèvement de mineurs;

11°. Contrefaçon ou altération de monnaies ou de papier-monnaie, entreprise dans le dessein d'émettre ou de faire émettre ces monnaies ou ce papier-monnaie comme non contiefaits et non altérés, ou mise en circulation de monnaies ou de papiermounaie contrefaits ou altérés, lorsqu'elle a lieu à dessein;

12°. Contrefaçon ou falsification de timbres et de marques de l'état ou de marques d'ouvrier exigées par la loi, dans les cas prévus par la législation des deux pays;

13°. Faux en écriture et usage fait à dessein de l'écriture fausse ou falsifiée, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef; la détention ou l'introduction de l'étranger de billets d'une banque de circulation fondée en vertu de dispositions légales, dans le dessein de les mettre en circulation comme n'étant ni faux ni falsifiés, lorsque l'auteur savait au moment où il les a reçus, qu'ils étaient faux ou falsifiés;

14°. Faux serment;

15°. Corruption de fonctionnaires publics, dans les cas prévus par la législation des deux pays; concussion; détournement commis par des fonctionnaires ou par ceux qui sont considérés comme tels;

16°. Incendie allumé à dessein, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui; incendie allumé dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un profit illégal au détriment de l'assureur ou du porteur légal d'un contrat à la grosse;

17°. Destruction illégale commise à dessein d'un édifice appartenant en tout ou en partie à un autre ou d'un édifice ou d'une construction, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui;

18°. Actes de violence commis en public, à forces réunis, contre des personnes ou des biens;

19°. Le fait illégal esmmis à dessein de faire couler à fond, de faire échouer, de détruire, de rendre impropre à l'usage ou de détériorer un navire, lorsqu'il peut en résulter un danger pour autrui;

20°. Emeute et insubordination des passagers à bord d'un navire contre le capitaine et des grens de l'équipage contre leurs supérieurs;

21°. Le fait commis à dessein d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer;

22°. Vol;

23°. Escroquerie;

24°. Abus de blanc-seing;

25°. Détournement;

26°. Banqueroute frauduleuse.

Sont comprises dans les qualifications précédentes la tentative et la complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation du pays auquel l'extradition est demandée.

Article 2.

L'extradition n'aura pas lieu:

1°. Lorsque le fait a été commis dans un pays tiers et que le gouvernement de ce pays requiert l'extradition;

2°. Lorsque la demande en sera motivé par le même fait, pour lequel l'individu réclamé a été jugé dans le pays auquel l'extradition est demandée et du chef duquel il y a été condamné, absous ou acquitté:

3°. Si, d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée, la prescription de l'action ou de la peine est acquise avant l'arrestation de l'individu réclamé, ou, l'arrestation n'ayant pas encore eu lieu, avant qu'il n'ait été cité devant le tribunal pour être entendu.

Article 3.

L'extradition n'aura pas lieu aussi longtemps que l'individu réclamé est poursuivi pour le même fait dans le pays auquel l'extradition est demandée,

Article 4.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou subit une peine pour une autre infraction que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son evtradition ne sera accordée qu'après la fin de la poursuite dans le pays auquel l'extradition est demandée, et, en cas de condamnation, qu'après qu'il aura subi sa peine ou qu'il aura été gracié. Néanmoins, si d'après les lois du pays qui demande l'extradition, la prescription de la poursuite pouvait résulter de ce délai, son extradition sera accordée, si des considérations spéciales ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer l'extradé aussitôt que la poursuite dans ce pays sera finie.

Article 5.

L'individu extradé ne pourra être ni poursuivi ni puni, dans le pays auquel l'extradition a été accordée, pour un fait punissable quelconque non prévu par la présente convention et antérieur à son extradition, ni extradé à un état tiers sans le consentement de celui qui a accordé l'extradition, à moins qu'il n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays susdit pendant un mois après avoir été jugé, et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été gracié.

Il ne pourra pas non plus être poursuivi ni puni du chef d'un fait punissable prévu par la convention, antérieur a l'extradition, sans le consentement du gouvernement qui a livré l'extradé et qui pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés dan l'article 7 de la présente convention. Toutefois, ce consentement ne sera pas nécessaire lorsque l'inculpé aura demandé spontanément à être jugé ou à subir sa peine ou lorsqu'il n'aura pas quitté, dans le délai fixé plus haut, le territoire du pays auquel il a été livré.

Article 6.

Les dispositions de la présente convention ne sont point applicables aux délits politiques. La personne qui a été extradée à raison de l'un des faits de droit commun mentionnés à larticle 1, ne peut, par conséquent, en aucun cas, être poursuivie et punie dans l'état auquel l'extradition a été accordée, à raison d'un délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable délit politique, à moins qu'elle n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays pendant un mois après avoir été jugée et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été graciée.

Article 7.

L'extradition sera demandée par la voie diplomatique et ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique, soit d'un jugement de comdamnation, soit d'une ordonnance de mise en accusation ou de renvoi devant la justice répressive avec mandat d'arrêt, soit d'un mandat d'arrêt, delivré dans les formes prescrites par la législation de l'état qui fait la demande, et indiquant suffisamment le fait dont il s'agit, pour mettre l'état requis à même de juger s'il constitue, d'après sa législation, un cas prévu par la présente convention, ainsi que la disposition pénale qui lui est applicable.

Article 8.

Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé seront livrés á l'état requérant, si l'autorité compétente de l'état requis en a ordonné la remise.

Article 9.

En attendant la demande d'extradition par la voie deplomatique, l'arrestation provisoire de l'individu, dont l'extradition peut être requise aux termes de la présente convention, pourra être demandée:

Du côté des Pays-Bas, par tout officier de justice ou tout juge d'instruction (juge commissaire);

Du côté du Portugal, par tout juge de première instance.

L'arrestation provisoire est soumise aux formes et aux règles prescrites par la législation du pays auquel la demande est faite.

Article 10.

L'étranger arrêté provisoirement, aux termes de l'article précédent, sera, à moins que son arrestation ne doive être maintenue pour un autre motif, mis en liberté, si dans le délai de vingt jours après la date du mandat d'arrestation provisoire, la demande d'extradition par la voie diplomatique, avec remise des documents preserits par la présente convention, n'a pas été faite.

Article 11.

Lorsque, dans la poursuite d'un affaire pénale non politique un des gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins se trouvant dans l'autre état, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays, où les témoins seront invités à comparaître. En cas d'urgence toutefois une commission rogatoire pourra être directement adressée par l'autorité judiciaire dans l'un des états à l'autorité judiciaire dans l'autre état.

Toute commission rogatoire, ayant pour but de demander une audition de tenmoins, devra être accompagné d'une traduction française.

Article 12.

Si dans une cause pénale non politique la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et, en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu, sauf le cas où le gouvernement requérant estimera devoir allouer au témoin une plus forte indemnité.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaîtra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objets du procès ou il figurera comme témoin.

Article 13.

Lorsque dans une cause pénale non politique la confrontation de criminels, détenus dans l'autre état, ou bien la communication de pièces de conviction ou de documents, qui se trouveraient entre les mais des autorités de l'autre pays, sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite à moins de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Article 14.

Le transit, à travers le territoire de l'un des états contractants, d'un individu livré par une tierce puissance à l'autre partie et n'appartenant pas au pays du transit, sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnes à l'article 7, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 2 et 6, et que le transport ait lieu, quant à l'escorte, avec le concours de fonctionnaires du pays qui a autorisé le transit sur son territoire.

Les frais du transit seront à la charge de l'état requérant.

Article 15.

Les gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation pour la restitution des frais d'entretien, de transport et autres, qui pourraient résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant de l'exécution des commissions rogatoires, du transport et du renvoi des criminels à confronter, et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extrader sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du gouvernement requérant, aux frais duquel il sera embarqué.

Article 16.

Les stipulations de la présente convention seront applicables aux colonies et possessions étrangères des deux Hautes Parties contractantes, mais, étant basées sur la législation de la mèrepatrie, ces stipulations ne seront observées de part et d'autre que pour autant qu'elles seront compatibles avec les lois en vigueur dan ces colonies et possessions.

La demande d'extradition du malfaiteur, qui s'est réfugié dans une colonie ou possession étrangère de l'autre Partie, pourra aussi être faite directement au gouverneur ou fonctionnaire principal de cette colonie ou possession, par le gouverneur ou fonctionnaire principal de l'autre colonie ou possession, pour autant que les deux colonies ou possessions étrangères sont situées dans l'Asie ou l'Afrique orientale.

Lesdits gouverneurs ou premiers fonctionnaires auront la faculté soit d'accorder l'extradition, soit d'en référer à leur gouvernement.

Article 17.

La presente convention ne sera exécutoire qu'a dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

A partir de sa mise à exécution la convention du 3 avril 1876 cessera d'être en vigueur et sera remplacée par la présente convention, laquelle continuera à sortir ses effets jusqu'a six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à La Haye dans le délai de dix mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Lisbonne, le dix-neuvième jour du mois de mai de l'an de Grâce mil huit cent quatre-vingt quatorze.

(*L.-S.*) CAREL VAN HEECKEREN.

(*L.-S.*) ERNESTO RODOLPHO HINTZE RIBEIRO.

VERTALING. Bladzijde 8

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en in Hoogstderzelver naam Hare Majesteit de Koningin-Weduwe, Regentes van het Koninkrijk, en Zijne Majesteit de Koning van Portugal en der Algarven, in gemeenschappelijk overleg overeengekomen zijnde een nieuw verdrag te sluiten betreffende de uitlevering van misdadigers, hebben te dien einde tot Hunne gevolmachtigden benoemd te weten:

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, en in Hoogstderzelver naam Hare Majesteit de Koningin-Weduwe, Regentes van het Koninkrijk: den heer JACOB DIRK CARL Baron VAN HEECKEREN VAN KELL, Hoogstderzelver Minister-Resident bij Zijne Zeer Getrouwe Majesteit; Zijne Majesteit de Koning van Portugal en der Algarven: den heer ERNST RUDOLPH HINTZE RIBEIRO, behoorende tot den Raad van Zijne Zeer Getrouwe Majesteit, Staatsraad, Grootkruis der Orde van den Toren en het Zwaard, van de Militaire Orde van Christus, der Orde van den Nederlandschen Leeuw enz., enz., enz., Voorzitter van den Raad en Minister en Staatssecretaris bij de Departementen van Financiën en van Buitenlandsche Zaken; die na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm zijn bevonden, omtrent de navolgende bepalingen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

De Regeering der Nederlanden en de Regeering van Portugal verbinden zich, volgens de voorschriften bij de volgende artikelen vastgesteld, met uitzondering hunner onderdanen, wederkeerig aan elkander uit te leveren de personen, welke veroordeeld of beklaagd zijn ter zake van een der feiten hieronder vermeld, gepleegd buiten het grondgebied van den Staat aan welken de uitlevering wordt aangevraagd:

1°. *a.* aanslag tegen het leven of de vrijheid van den Koning, van de regeerende Koningin, van den Regent, of van een ander Hoofd van een bevrienden Staat of ondernomen met het oogmerk Hen tot regeeren ongeschikt te maken;

b. aanslag tegen het leven of de vrijheid van de nietregeerende Koningin, van den vermoedelijken Troonopvolger, of van een Lid van het Vorstelijk Huis;

2°. doodslag of moord, kinderdoodslag of kindermoord;

3°. bedreigingen schriftelijk en onder eene bepaalde voorwaarde gedaan, in de gevallen voorzien bij de wetgeving der beide landen;

4°. het opzettelijk veroorzaken van de afdrijving der vrucht van eene vrouw door haar zelve of door anderen;

5°. mishandeling die zwaar lichamelijk letsel of den dood ten gevolge heeft, mishandeling met voorbedachten rade of zware mishandeling;

6°. verkrachting; feitelijke aanranding van de eerbaarheid; het feit van buiten echt vleeschelijke gemeenschap te hebben met een meisje of eene vrouw beneden den leeftijd van zestien jaren of met eene vrouw boven dien leeftijd, wanneer de schuldige weet dat zij in staat van bewusteloosheid of onmacht verkeert; ontuchtige handelingen, wanneer de schuldige weet dat de persoon met welke hij ze pleegt in staat van bewusteloosheid of onmacht verkeert, of wanneer die persoon den leeftijd van zestien jaren niet heeft bereikt; verleiding van een persoon beneden dien leeftijd tot het plegen of dulden van ontuchtige handelingen of buiten echt van vleeschlijke gemeenschap met een derde;

7°. opwekking van minderjarigen tot het plegen van ontuchtige handelingen en iedere daad welke ten doel heeft de ontucht van minderjarigen te begunstigen, strafbaar volgens de wetten der beide landen;

8°. dubbel huwelijk;

9°. oplichting of wegvoering, verberging, wegmaking of onderschuiving van een kind;

10°. oplichting of wegvoering van minderjarigen;

11°. het namaken of vervalschen van muntspeciën of muntpapier met het oogmerk om de muntspeciën of dat muntpapier als echt en onvervalscht uit te geven of te doen uitgeven of het opzettelijk in omloop brengen van valsche of vervalschte muntspeciën of muntpapier;

12°. het namaken of vervalschen van van Rijkswege uitgegeven zegels en rijksmerken of van meesterteekenen door de wet gevorderd, in de gevallen voorzien bij de wetgeving der beide landen;

13°. valschheid in geschriften en het met opzet gebruik maken van het valsche of vervalschte geschrift, voor zoover de wetten der beide landen op dien grond uitlevering toelaten; het in voorraad hebben of invoeren uit het buitenland van biljetten eener krachtens wettige verordeningen opgerichte circulatiebank met het oogmerk om die als echt en onvervalscht uit te geven, ingeval de dader, toen hij die stukken entving, met de valschheid of vervalsching bekend was;

14°. meineed;

15°. omkooping van openbare ambtenaren in de gevallen voorzien bij de wetgeving ber beide landen; knevelarij; verduistering door ambtenaren of daarmede gelijkgestelden;

16°. opzettelijke brandstichting, indien daarvan gemeen gevaar voor goederen of levensgevaar voor een ander te duchten is; brandstichting met het oogmerk om zich of een ander, ten nadeele van den verzekeraar of van den wettigen houder van een bodemerijbrijbrief, wederrechtelijk te bevoordeelen;

17°. opzettelijke en wederrechtelijke vernieling van een gebouw hetwelk in zijn geheel of gedeeltelijk aan een ander toebehoort of van een gebouw of getimmerte, indien daarvan gemeen gevaar voor goederen of levensgevaar voor een ander te duchten is:

18°. openlijk geweld met vereenigde krachten tegen personen of goederen;

19°. het opzettelijk en wederrechtelijk doen zinken of doen stranden, vernielen, onbruikbaar maken of beschadigen van een schip, indien daarvan levensgevaar voor een ander te duchten is;

20°. muiterij en verzet van passagiers aan boord van een schip tegen den schipper en van mindere schepelingen jegens hunne meerderen in rang;

21°. het opzettelijk doen ontstaan van gevaar voor een spoortrein;

22°. diefstal;

23°. oplichting;

24°. misbruik van eene handteekening in blanco;

25°. verduistering;

26°. bedriegelijke bankbreuk;

Onder de voorgaande qualificatiën zijn begrepen de poging en de medeplichtigheid, voor zoover zij strafbaar gesteld zijn bij de wetgeving van het land, aan hetwelk de uitlevering wordt gevraagd.

Artikel 2.

De uitlevering zal geen plaats hebben:

1°. ingeval het feit in een derden Staat is gepleegd en de Regeering van dien Staat de uitlevering aanvraagt;

2°. wanneer de aanvrage daartoe geschiedt op grond van hetzelfde feit, waarvoor de opgeëischte persoon in het land, waaraan de uitlevering wordt aangevraagd, heeft terecht gestaan en ter zake waarvan hij aldaar is veroordeeld, van rechtsvervolging ontslagen of vrijgesproken;

3°. indien de vervolging of de opgelegde straf naar de wetgeving des Lands, waaraan de uitlevering wordt aangevraagd, verjaard is vóór de aanhouding van den opgeëischten persoon of, zoo er nog geene aanhouding heeft plaats gehad, vóór de oproeping om door de rechtbank te worden gehoord.

Artikel 3.

De uitlevering zal geen plaats hebben zoolang de opgeëischte persoon in het land, waaraan de uitlevering wordt aangevraagd, vervolgd wordt ter zake van hetzelfde feit.

Artikel 4.

Indien de opgeëischte persoon vervolgd wordt of straf ondergaat wegens een ander misdrijf, dan dat waarvoor zijne uitlevering wordt aangevraagd, zal zijne uitlevering niet worden toegestaan, dan na afloop der vervolging ingesteld in het Land waaraan de uitlevering wordt aangevraagd en, ingeval van veroordeeling, nadat hij de hem opgelegde straf zal hebben ondergaan of hem daarvan gratie zal zijn verleend.

Indien evenwel, volgens de wetten van het land dat de uitlevering aanvraagt, dat tijdsverloop de verjaring der vervolging ten gevolge zou kunnen hebben, zal zijne uitlevering worden toegestaan, tenzij er bijzondere redenen mochten aanwezig zijn die er zich tegen verzetten en onder gehoudenheid tot terugzending van den uitgeleverde, zoodra de vervolging in genoemd land zal zijn afgeloopen.

Artikel 5.

De uitgeleverde persoon zal niet mogen worden vervolgd noch gestraft in het Land, waaraan de uitlevering is toegestaan, ter zake van een strafbaar feit niet in het tegenwoordig verdrag genoemd en vóór zijne uitlevering gepleegd, noch aan een derden Staat uitgeleverd zonder de toestemming van den Staat, die de uitlevering heeft toegestaan, tenzij hij de vrijheid hebbe gehad om het eerstgenoemde land weder te verlaten gedurende ééne maand nadat de tegen hem ingestelde vervolging zal zijn afgeloopen en hij, in geval van veroordeeling, de hem opgelegde straf zal hebben ondergaan of hem daarvan gratie zal zijn verleend.

Hij zal evenmin mogen worden vervolgd of gestraft ter zake van eenig strafbaar feit in het tegenwoordig verdrag genoemd en vóór de uitlevering gepleegd zonder de toestemming der Regeering, die den uitgeleverde heeft overgegeven, en die, indien zij zulks wenschelijk acht, de overlegging zal kunnen vorderen van een der bescheiden in art. 7 van het tegenwoordig verdrag vermeld. Intusschen zal die toestemming niet noodig zijn, wanneer de beklaagde uit eigen beweging zal hebben verzocht terecht te staan of zijn straf te ondergaan of wanneer hij binnen den bovengenoemden termijn het grondgebied van den Staat, waaraan hij is uitgeleverd, niet zal hebben verlaten.

Artikel 6.

De bepalingen van het tegenwoordig verdrag zijn niet toepasselijk op staatkundige misdrijven. Hij die, ter zake van een der in artikel 1 genoemde gemeene feiten, is uitgeleverd, kan derhalve in geen geval worden vervolgd of gestraft in den Staat, waaraan de uitlevering is toegestaan, ter zake van een staatkundig misdrijf door hem gepleegd vóór zijne uitlevering, noch van eenig feit met zoodanig staatkundig misdrijf samenhangende, tenzij hij de vrijheid habbe gehad het land weder te verlaten gedurende ééne maand nadat de tegen hem ingestelde vervolging zal zijn afgeloopen en hij, in geval van veroordeeling, de hem opgelegde straf zal hebben ondergaan of hem daarvan gratie zal zijn verleend.

Artikel 7.

De uitlevering zal worden aangevraagd langs diplomatieken weg en alleen toegestaan worden op vertoon van het oorspronkelijke of van een gewaarmerkt afschrift hetzij van een vonnis van veroordeeling, hetzij van een beschikking tot in staat van beschuldigingstelling of van eene beschikking waarbij rechtsingang is verleend met bevel tot gevangenneming, tenzij van een bevel van gevangenneming, afgegeven in de vormen voorgeschreven door de wetgeving van den Staat, die de aanvrage doet, en waarbij het feit waarvan sprake is op zoodanige wijze wordt omschreven dat de Staat, waaraan de uitlevering wordt gevraagd, in staat zij te beoordeelen of het volgens zijne wetgeving een geval daarstelt in het tegenwoordig verdrag voorzien, alsmede vermeldende de op het feit toepasselijke strafbepaling.

Artikel 8.

De op en bij den opgeëischte in beslag genomen goederen zullen worden overgegeven aan den opeischenden Staat, indien de bevoegde macht van den Staat, waaraan de uitlevering wordt aangevraagd, de overgave daarvan heeft bevolen.

Artikel 9.

In afwachting van de aanvrage om uitlevering langs diplomatiaken weg zal de voorloopige aanhouding van den persoon, wiens uitlevering volgens het tegenwoordige verdrag kan gevraagd worden, kunnen verzocht worden:

van de zijde van Nederland, door elken officier van justitie of door elken rechter van instructie (rechter commissaris):

van de zijde van Portugal, door iederen rechter in eersten aanleg.

De voorloopige aanhouding is onderworpen aan de vormen en de regels voorgeschreven door de wetgeving van den Staat, waaraan de uitlevering gevraagd wordt.

Artikel 10.

De vreemdeling, die krachtens de bepalingen van het voorgaand artikel voorloopig is aangehouden, zal, ten ware hij uit andere hoofde behoorde in hechtenis te blijven, in vrijheid worden gesteld, indien niet binnen twintig dagen na de dagteekening van het bevel van voorloopige aanhouding de aanvrage tot uitlevering langs diplomatieken weg geschied is onder overlegging der bescheiden bij het tegenwoordig verdrag voorgeschreven.

Attikel 11.

Wanneer bij vervolging ter zake van een gemeen misdrijf eene der Begeeringen het hooren van getuigen, die zich in den anderen Staat bevinden noodig oordeelt zal daartoe eene rogatoire cammissie langs diplomatieken weg gezonden worden en zal daaraan gevolg gegeven worden met inachtnemieg der wetten van het land, waar de getuigen zullen worden uitgenoodigd te verschijnen. Intusschen zal in spoedeischende gevallen eene rogatoire commissie rechtstreeks door de rechterlijke overheid in den Staat kunnen worden toegezonden aan de rechtterlijke overheid in den anderen Staat.

Elke rogatoire commissie strekkende tot aanvrage van een getuigenverhoor zal van eene Fransche vertaling vergezeld moeten gaan.

Artikel 12.

Indien, in eene strafzaak een gemeen misdrijf betreffende, de persoonlijke verschijning van een getuige in het andere land noodig is of verlangd wordt, zal zijne Regeering hem verzoeken aan de tot hem te richten uitnoodiging gevolg te geven en, in geval hij daaraan voldoet, zullen hem reis- en verblijfkosten worden toegekend volgens de tarieven en reglementen van kracht in het land, waar het verhoor zal moeten plaats hebben, behoudens het geval dat de aanvragende Regeering het noodig zal achten hoogere schadevergoeding aan den getuige toe te kennen.

Een getuige van welke nationaliteit ook, die in een van beide Staten opgeroepen vrijwillig voor de rechters van den anderen Staat verschijnt, zal aldaar niet kunnen worden vervolgd of aangehouden ter zake van vroeger door hem begane strafbare feiten of tegen hem wegens misdrijf uitgesproken veroordeelingen, zelfs niet onder voorwendsel van medeplichtigheid aan de feiten, die het onderwerp uitmaken van het geding, waarin hij als getuige optreedt.

Artikel 13.

Wanneer in eene strafzaak een gemeen misdrijf betreffende, de confrontatie van misdagers, gedetineerd in den anderen Staat, of wel de mededeeling van overtuigingsstukken of van bescheiden, welke zich in handen bevinden der autoriteiten van het andere land, nuttig of noodig zal worden geoordeeld, zal de daartoe strekkende aanvraag langs diplomatieken weg geschieden en zal daaraan gevolg gegeven worden, tenzij er bijzondere redenen mochten bestaan die er zich tegen verzetten en onder gehoudenheid tot terugzending van de misdadigers en van de stukken.

Artikel 14.

De doorvoer over het grondgebied van een der contracteerende Staten, van een door een derde mogendheid aan de andere partij uitgeleverden persoon, die niet behoort tot het land door hetwelk de doorvoer plaats heeft, zal worden toegestaan op het eenvoudig vertoon hetzij van het oorspronkelijke hetzij van een gewaarmerkt afschrift, van een der stukken genoemd in art. 7, mits het feit, waarop de uitlevering gegrond is, in het tegenwoordig verdrag vermeld zij en niet valle onder de bepalingen voorzien bij de artt. 2 en 6, en mits de doorvoer, wat het medegeleide betreft, geschiede met medewerking van beambten van het land dat den doorvoer over zijn grondgebied heeft toegestaan.

De kosten van doorvoer zullen komen voor rekening van den Staat die de uitlevering heeft aangevraagd.

Artikel 15.

De wederzijdsche Regeeringen doen over en weder afstand van alle aanvrage om terugbetaling van de kosten van onderhoud, van vervoer en andere die, binnen de grenzen van haar wederzijdsch grondgebied, zouden kunnen voortvloeien uit de uitlevering van beklaagde, in staat van beschuldiging gestelde of veroordeelde personen, evenals van die voortvloeiende uit de tenuitvoerlegging van rogatoire commissiën, uit het vervoer en de terugzending van misdadigers ter confrontatie en uit de toezending en terugzending der overtuigingsstukken of der bescheiden.

Ingeval het vervoer over zee verkieslijk mocht worden geacht zal de uit te leveren persoon worden overgebracht naar de haven aan te wijzen door den diplomatieken of consulairen agent van den Staat, die de uitlevering heeft aangevraagd, en op wiens kosten hij zal worden ingescheept.

Artikel 16.

De bepalingen der tegenwoordige overeenkomst zullen toepasselijk zijn op de koloniën en buitenlandsche bezittingen der beide Hooge Contracteerende Partijen, doch gegrond zijnde op de wetgeving van het Moederland, zullen die bepalingen wederzijds slechts worden opgevolgd voor zooverre zij vereenigbaar zullen zijn met de wetten in die koloniën en bezittingen van kracht.

De aanvrage tot uitlevering van den misdadiger, die de wijk genomen heeft naar eene kolonie of buitenlandsche bezitting van de andere partij, zal ook rechtstreeks kunnen gericht worden tot den Gouverneur of eersten ambtenaar der andere kolonie of bezitting door den Gouverneur of eersten ambtenaar der andere kolonie of bezitting voor zooverre de beide koloniën of buitenlandsche bezittingen gelegen zijn in Azië of in Oost-Afrika.

De genoemde Gouverneurs of eerste ambtenaren zullen de bevoegdheid hebben om hetzij de uitlevering toe te staan, hetzij de aangelegenheid aan hunne Regeering te onderwerpen.

Artikel 17.

Het tegenwoordig verdrag zal eerst in werking treden te rekenen van den twintigsten dag na zijne afkondiging in de vormen bij de wetten der beide landen voorgeschreven.

Te rekenen van zijne inwerkingtreding zal het verdrag van 3 April 1878 ophouden van kracht te zijn en vervangen worden door het tegenwoordig verdrag, dat van kracht zal blijven tot zes maanden na verklaring in tegenovergestelden zin door eene der beide Regeeringen gedaan.

Het zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen te 's Gravenhage binnen den termijn van tien maanden of, zoo mogelijk, eerder worden uitgewisseld.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden het tegenwoordig verdrag hebben onderteekend en van hunne zegels voorzien.

In dubbel opgemaakt te Lissabon den negentienden dag der maand Mei van het jaar onzes Heeren achttien honderd vier en negentig.

(*get.*) Carel van Heeckeren. (*get.*) Ernesto Rodolpho Hintze Ribeiro.

(*L. S.*) (*L.-S.*)